Trente-cinquième Année. — N° 15 UN NUMERO 15 CENTIMES. MERCREDI 15 JANVIER 1890

JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Les Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
Directeur : ALFRED REBOUX
AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre-Dame-des-Victoires,

ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint Etienne, 9 *bis*. — A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cᵉ, place de la Bourse et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28, — à Bruxelles, à l'*Office de Publicité*.

ROUBAIX, LE 14 JANVIER 1890

L'ERREUR D'UN ENNEMI

On n'a pas oublié les fameuses instructions que M. de Bismarck adressait, il y a seize ans, à l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le comte d'Arnim. M. de Bismarck déclarait sans ambages à son envoyé que, au point de vue des intérêts allemands, il préférait à toute autre, pour la France, la forme républicaine.

A l'entendre, le régime républicain devait être un obstacle insurmontable au relèvement moral et économique du peuple français et par le fait même, à la revanche, cet éternel cauchemar du chancelier. Eh bien, M. de Bismarck s'est trompé, sinon au point de vue moral, au moins au point de vue de l'influence française, au dehors.

Ce n'est pas nous qui le lui disons : ce sont ses journaux officieux qui se sont vus forcés de reconnaître la splendeur et le succès de l'Exposition de Paris : c'est une des principales Revues de l'Allemagne, les *Historisch-Politische Blaetter* de Munich, qui consacrait naguère un remarquable article à développer cette thèse : non-seulement la République n'a pas tué la France, mais c'est la France qui, par le spectacle incomparable de ses richesses, dont l'Exposition a été comme la vision éclatante, contribuera à propager dans le monde l'idée républicaine. L'Exposition de Paris, ajoutait-elle, venait à peine de se fermer, que déjà un trône tombait de l'autre côté de l'Atlantique.

La Revue allemande déclare que la réussite de l'Exposition de Paris a dépassé toutes les espérances; celle de 1878 avait été un succès pour la République et la France; celle de 1889 a été bien plus : un triomphe de la France républicaine sur l'Europe monarchique. Les gouvernements ont eu beau s'abstenir — c'est toujours la Revue allemande qui parle — les peuples sont venus. Paris et ils ont été enthousiasmés et ravis. Comment en serait-il autrement ? Dans les monarchies européennes d'aujourd'hui, le militarisme étouffe tout et stérile tout.

Les peuples, en fait de spectacles, n'ont plus que des parades militaires et d'interminables revues de troupes : l'entretien des armées permanentes absorbe toutes les ressources du pays. Ce n'est pas que le militarisme n'ait aussi en France ses exigences, mais la France est le seul pays que son armée ne ruine pas.

En outre, toujours d'après les *Historisch-Politische-Blaetter*, la France continue plus que jamais d'alimenter le monde de ses productions intellectuelles, littéraires et artistiques. Partout, à Berlin, à Vienne, à Rome, on ne joue que des pièces françaises, on ne lit que des romans français : sans doute au point de vue de la morale, cette fécondité littéraire de la France est loin d'être irréprochable, mais il n'en est pas moins vrai que la France est encore le seul pays qui produise quelque chose. C'est ce qui explique l'attrait que ce pays ne cesse d'exercer sur les peuples, le « charme » auquel ils ne peuvent se soustraire, c'est ce qui explique aussi le succès colossal de l'Exposition de Paris.

« Pendant l'été de 1889 — ici nous citons textuellement, — le cœur des peuples n'a battu ni à Berlin, ni à Friedrichsruche, mais à Paris. L'Exposition de 1889 a été un triomphe, une irradiation de l'esprit républicain, comme on n'aurait pu l'imaginer. Qu'à pu faire contre cela la non-participation des gouvernements ? Ce sont des digues qui n'ont pu arrêter le torrent. Pendant ces derniers temps, la République a fait dans le monde des pas de géant ».

La Revue allemande fait remarquer que cette expansion de l'idée républicaine est surtout dangereuse pour les pays latins, qui subissent plus directement que les autres l'influence de la France.

C'est ainsi qu'en Espagne et en Portugal, dit-elle, le parti républicain est fortement organisé. A Madrid, il existe de nombreux Cercles républicains qui sont en relations directes avec les républicains brésiliens. Beaucoup de généraux et d'officiers sont ouvertement acquis aux idées républicaines. Les associations républicaines et les loges maçonniques enveloppent le pays tout entier d'un vaste réseau.

En Portugal, il n'existe pas moins de 97 associations républicaines, de 12 publications républicaines parmi lesquelles le *Seculo*, un des journaux les plus répandus. Tous ces pays latins sont, au point de vue politique et littéraire, sous la dépendance de la France. Il existe à Paris une douzaine de publications périodiques exclusivement destinées à l'Amérique du Sud. La presse de tous les pays latins, à peu d'exceptions près, vit uniquement de la presse française.

L'Exposition de Paris a été, en outre, un triomphe pour toutes les républiques de l'ancien et du nouveau monde. La Suisse, les Etats-Unis, le Mexique, les républiques de l'Amérique du Sud, même la république de Saint-Martin, étaient dignement représentées à Paris et y possédaient de splendides pavillons. De la République Argentine il est venu à Paris 200 mille visiteurs, des Etats-Unis 150 mille; on peut dire en un mot que l'Exposition a été comme une fête donnée en l'honneur des républiques, fête à laquelle l'Europe monarchique a fourni les spectateurs et les admirateurs.

« Ainsi, conclut l'article, ainsi s'explique la force que l'idée républicaine a reçue de l'Exposition de Paris. Les peuples se sont laissés d'autant plus volontiers imposer ce charme que l'Exposition a revêtu un caractère absolument pacifique. Elle a été pour les peuples une garantie de paix plus sûre et plus visible que les assurances réiterées des hommes d'Etat monarchiques, qui parlent de paix au bruit des sabres et des baïonnettes. L'Exposition a été un fait pacifique réel et rien n'est plus puissant qu'un fait. »

C'est un fait significatif de voir une Revue allemande constater, malgré les efforts de la Ligue « monarchique » dont M. de Bismarck est le fondateur et l'arbitre, la puissance et l'expansion croissante de l'idée républicaine en Europe et dans le monde entier. Dans un but intéressé et égoïste, M. de Bismarck a cru pouvoir attiser impunément le foyer républicain installé à Paris ; il n'a contribué qu'à propager l'incendie.

LA CAMPAGNE CONTRE M. CARNOT

Paris, 13 janvier.

Votre correspondant parlementaire vous a télégraphié des renseignements au sujet de l'interpellation de M. Gerville-Réache sur la politique extérieure, elle est surtout intéressante parce qu'elle est le prélude de la campagne ouverte contre le président de la République et par qui : par les républicains eux-mêmes. La nouvelle de l'entrevue de M. Carnot et de l'empereur d'Allemagne a été reproduite par le *Temps*. La *Lanterne* a jeté feu et flammes et il n'est pas jusqu'à la *République Française* elle-même qui n'ait approuvé l'interpellation de M. Gerville-Réache.

Nous avons voulu connaître les motifs de cette levée de boucliers et une personne très importante du parti de gauche nous a dit ceci :

« Il est vrai que depuis la chute de M. Grévy, le parti républicain presque tout entier s'était réuni autour de M. Carnot pour lutter contre le boulangisme. Aujourd'hui le danger est passé et en examinant les choses de près, on commence à trouver que le président de la République n'entend pas son rôle d'une façon absolument constitutionnelle — à ce point de vue, M. Grévy était l'idéal du président d'une République démocratique. — Un président n'est pas un souverain et c'est ce que M. Carnot oublie quelquefois.

» Dans ses voyages en province, pendant l'exposition, M. Carnot, entouré de sa maison militaire, toujours escorté de cuirassiers, a affecté le plus profond dédain de la simplicité républicaine et l'amour de l'étiquette des cours européennes. Madame Carnot elle-même joue à la souveraine, elle donne des *garden-party*, comme le faisait l'impératrice et a donné, avec ostentation, trois mille francs aux Petites sœurs des pauvres comme pour protester contre la politique de laïcisation de la majorité républicaine.

» Mais, chose plus grave, M. Carnot a sa politique à lui, ou du moins celle du général Bréwère — un véritable maire du Palais (sic) — et ce n'est pas seulement au point de vue intérieur, mais surtout au point de vue extérieur que l'Elysée entend imposer des vues au membres du Cabinet.

» Vous comprenez maintenant pourquoi depuis quelque temps il se produit un mouvement de réaction dans le parti républicain, contre l'enthousiasme irréfléchi dont M. Carnot avait été l'objet au début de sa présidence. »

Nous n'ajouterons qu'un mot à ces déclarations d'un membre de la gauche. La campagne menée contre le président de la République est dirigée par M. Constans. M. Carnot a le double tort à ses yeux de vouloir conserver comme président du Conseil, M. Tirard, instrument docile et de s'opposer énergiquement à la formation d'un cabinet dont le ministre de l'intérieur serait le pivot.

Voilà l'explication du mystère.

LE CONFLIT ANGLO-PORTUGAIS

Le Portugal a dû céder devant une sorte d'ultimatum anglais. Le ton conciliant des dernières dépêches du Foreign-Office n'était qu'une feinte.

Aussitôt que le gouvernement de la reine a eu réuni les forces nécessaires pour faire deux démonstrations simultanées sur les îles du cap Vert et sur la baie de Delagoa, il a notifié au roi Dom Carlos qu'il lui donnait vingt-quatre heures pour obtempérer à ses ordres.

Le jeune souverain n'a pas osé risquer un coup de tête et, après avoir consulté le conseil d'Etat, il a dû consentir à ce que l'Angleterre exigeait de lui. Les troupes portugaises évacueront les territoires qu'elles occupent au nord-ouest du Mozambique, territoires que la cupidité britannique convoitait.

Cette résolution a causé une vive agitation à Lisbonne. Il y a eu une sorte d'émeute dont on lira le bilan plus loin.

Nous ne croyons pas que les choses aillent au delà, ni que le trône soit ébranlé par cette commotion. Le sort de la monarchie est plus que jamais intimement lié à celui de la nation portugaise. Une révolution amènerait la perte des colonies. Dans cette circonstance comme dans beaucoup d'autres, la force a primé le droit.

⁂

Lisbonne, 13 janvier. — Des groupes composés d'étudiants et de gens du peuple, qui stationnaient devant la Société de géographie, ont été dispersés sans provoquer de tumulte.

Un certain nombre de manifestants ont brisé les vitres des maisons des ministres aux cris de : « A bas le ministère ! » Devant le palais de Belem, la foule a poussé les mêmes cris.

La légation et le consulat d'Angleterre sont gardés par la police.

Les vitres du consulat anglais ont été brisées et l'écusson a été arraché et jeté par terre. Il y a eu quelques arrestations.

Les ministres se réunirent ce soir en conseil. Le bruit court qu'une crise éclatera bientôt. Quelques journaux de l'opposition attaquent le cabinet au sujet du différend anglo-portugais.

Les journaux ministériels approuvent l'attitude du gouvernement en présence de la force des circonstances.

Des groupes populaires se réunissent dans les rues de Lisbonne aux cris de : Vive Serpa-Pinto ! vive le Portugal !

Au conseil d'Etat, d'hier, M. Antonio Serpa-Pimentel, chef des conservateurs-libéraux, a voté contre la majorité.

L'opinion de M. Pimentel était d'ordonner la retraite des forces du Shiré, mais de n'accéder aux autres demandes de l'Angleterre que si cette dernière consentait à soumettre immédiatement le différend à un arbitrage.

Lisbonne, 13 janvier, 11 h. matin. — Le ministère a offert sa démission au roi.

Lisbonne, 13 janvier. — La ville a sa physionomie habituelle.

Parmi les 50 individus arrêtés se trouvent les principaux meneurs ; les manifestants étaient environ 3.000. La police a gardé l'écusson du consulat anglais.

Dans les théâtres, au cours de la représentation, des manifestations patriotiques se sont produites.

L'animosité contre les Anglais est très grande. Des incidents analogues à ceux de Lisbonne ont eu lieu à Belem en face du palais royal.

On croit que ces manifestations contre l'Angleterre n'auront aucune suite.

Londres, 13 janvier. — Le *Times* publie la dépêche suivante que lui adresse son correspondant de Bruxelles :

« J'apprends, de source sûre, que le prince de Bismarck a offert ses bons offices au gouvernement anglais pour le règlement de son différend avec le Portugal.

» Voici les raisons de cette détermination : La France se montre, à la conférence anti-esclavagiste, absolument opposée au droit de visite, sans lequel il serait impossible de faire sérieusement obstacle au commerce d'exportation des esclaves d'Afrique, et elle appuie les revendications du Portugal, son allié obstructionniste à la conférence.

« Le chancelier désire aussi faciliter un arrangement amiable avec l'Angleterre, en ce qui concerne les revendications de l'Allemagne, dans l'Afrique orientale. »

Lisbonne, 13 janvier. — Il est question d'organiser immédiatement une Ligue de patriotes pour faire de la propagande contre le commerce de l'Angleterre, et ne plus acheter de produits anglais.

Lisbonne, 13 janvier. — M. Baros Gomez a présenté hier, en personne, à M. Glynn Pêtre les regrets du gouvernement au sujet de l'accident qui a eu lieu devant le consulat d'Angleterre.

Une note confirme aujourd'hui ces regrets ; elle ajoute que l'écusson sera remis en place et que les dégâts seront réparés.

L'auteur de l'attentat, un charbonnier espagnol, sera traduit devant les Tribunaux.

Le bruit court que M. Serpan Timentel serait chargé de former le nouveau Cabinet.

Dans ce cas, M. Ibentz Ribeiro prendrait le ministère des affaires étrangères.

⁂

Comme bien l'on pense, la presse britannique est satisfaite de la soumission du Portugal à la loi du plus fort.

Le *Standard* regrette que le ministre des affaires étrangères du Portugal, M. Barros Gomez n'ait pas montré, dès le début du conflit anglo-portugais, la sagesse dont il vient enfin de faire preuve.

Dans sa dernière note qui met fin à l'incident, le ministre de Dom Carlos stipule que tous les droits du Portugal sont réservés, mais c'est là, fait observer le *Standard*, une de ces phrases creuses qui sont obligatoires dans les transactions de ce genre et qui en réalité ne signifient rien.

« Grâce à la fermeté de lord Salisbury, notre souveraineté sur le Nyassaland, le Mashonaland et le nord-ouest du Matabéland est maintenant absolument garantie. »

Le *Times* dit de son côté que le gouvernement portugais sait parfaitement que la conduite de ses agents n'avait pas l'ombre d'une excuse. Il eût donc été bien plus honnête de le reconnaître de suite au lieu de flatter les passions chauvines du peuple en prenant la défense du major Serpa Pinto.

Faisant ensuite allusion aux troubles qui viennent de se produire à Lisbonne, le *Times* déclare qu'à l'exception de l'offense faite au consulat britannique, ce sont là des choses qui, hors du Portugal, laisseront tout le monde indifférent et que si le cabinet Barros Gomez est chassé du pouvoir, il l'aura bien mérité.

L'Angleterre sera satisfaite. Elle a obtenu ce qu'elle voulait, et elle se montrera conciliante pour le reste.

Tous les journaux français blâment l'attitude du gouvernement anglais dans son conflit avec le Portugal.

Le *Paris* dit que l'Angleterre vient de chipper quelques territoires au Portugal.

La *France* s'écrie qu'une odieuse iniquité vient de s'accomplir et elle ajoute que s'il y avait un peuple au monde qui pût compter sur quelque condescendance de la part des Anglais, c'est ce peuple portugais qui a subi si longtemps leur influence et versé son sang pour leurs querelles.

Quant à la *Nation*, elle écrit : « Il n'y a pas deux mots pour qualifier ce procédé : c'est un acte de véritable piraterie digne des temps de la flibuste. C'est un acte qui devrait couvrir de honte une nation civilisée, ou prétendant l'être. »

M. DOELLINGER

M. Doellinger est mort, et, comme il paraît, sans abjurer son apostasie. Son orgueil immense ne lui a pas permis de renier la faute capitale de sa vie. Les premiers débuts de cette vie furent beaux et féconds. Ses études historiques empruntées en grande partie à l'école bénédictine française du XVIIe et du XVIIIe siècle, attirèrent sur lui l'attention de l'élite scientifique. Son *Histoire de l'Eglise* en deux volumes, ses *Fables sur les Papes*, son *Christianisme et l'Eglise*, son *Paganisme* et son *Christianisme*, eurent du retentissement.

Son école faisait son entrée sur la scène, en même temps que l'école sociale de Ketteler et l'agitation catholique de Mayence.

Mais dès 1864, au congrès de Munich, il prononça un discours qui marquait une évolution inquiétante. Il prétendait substituer la méthode historique à la méthode traditionnelle, pour la défense de l'Eglise.

En même temps, il faisait des réserves sur le principat romain et la Papauté.

En 1870, sollicité par la diplomatie, il devint le chef du vieux catholicisme allemand.

Mais les excès et les débordements de la secte le rejetèrent dans la solitude. Il avait l'âme trop haut placée pour s'associer aux agissements de la nouvelle école.

Depuis lors le vieil orgueilleux garda le silence, sauf dans les circonstances solennelles, où l'Académie de Munich avait coutume d'entendre sa voix sur les grands épisodes de l'histoire.

Comme Lamennais et Hyacinthe, dans ce siècle, M. Doellinger est un exemple vivant de ce que devient un homme illustre, quand il oublie d'obéir. C'est Schiller qui disait dans une de ses poésies : « L'obéissance est le premier devoir du chrétien, » *Gehorsam ist des Chrisien erste Pflicht.*

Les apostasies ne sont pas seulement une erreur et un crime : elles tuent les intelligences et éteignent les mémoires illustres. Combien Doellinger ne serait-il pas plus grand aujourd'hui, s'il avait conservé sa foi et prêté l'appui de sa science au mouvement catholique qui a atteint son apogée intellectuelle, par les œuvres de la société de Goerres ?

L'INTERPELLATION GERVILLE-RÉACHE

Paris, 13 janvier. — M. Gerville-Réache est venu aujourd'hui à la Chambre et il a été immédiatement très entouré par plusieurs de nos confrères qui lui demandent s'il a toujours l'intention de poser sa question au sujet de la nouvelle donnée par plusieurs journaux sur une prochaine entrevue de M. Carnot et de Guillaume II à Bruxelles.

« Je ne comprends pas très bien, a répondu le député de la Guadeloupe, l'émotion que provoque l'annonce d'une simple question. Cependant plusieurs de mes collègues sont venus me prier d'y renoncer. Je suis à la disposition du gouvernement. Si le conseil des ministres de demain décide qu'il n'est pas opportun de provoquer actuellement un débat de cette nature, je suis prêt à renoncer à ma question. »

La déclaration de M. Gerville-Réache laisse supposer que la question ne sera pas portée à la tribune. Mais dans ce cas les boulangistes paraissent décidés à provoquer une interpellation sur ce terrain brûlant.

On dit qu'il se trouvera une majorité pour demander la question préalable, mais rien n'est moins certain et paraît difficile qu'un semblable débat soit étouffé.

MALADIE DU ROI D'ESPAGNE

Madrid, 13 janvier. — Les nouvelles officielles confirment l'amélioration de l'état de santé du roi.

La régente espère pouvoir se reposer sans toutefois s'éloigner du lit de son fils.

M. Sagasta a causé longuement avec un médecin du palais qui lui a dit que la gravité de la maladie du roi n'était pas disparue ; mais la lucidité de ses facultés intellectuelles, l'énergique volonté avec laquelle il demande des aliments, l'augmentation des forces obtenue, l'abattement de la matinée et l'absence de symptômes inquiétants permettent d'envisager la situation du malade sous des couleurs moins sombres que ces jours derniers.

Hier après-midi il y a eu une grande alerte au palais, parce que la nourrice, qui consultait le pouls du roi, crut que la circulation du sang avait cessé tout à coup.

Des médecins accoururent et déclarèrent les craintes infondées, ajoutant que le roi dormait d'un sommeil très paisible.

La régente, qui est beaucoup plus calme, a mangé d'un excellent appétit.

Voici le bulletin officiel publié hier à dix heures du soir :

« Même état de tranquillité. »

Madrid, 13 janvier. — L'accroissement des forces est visible, le visage s'anime.

Le roi absorbe facilement les aliments, surtout le lait, le bouillon, le vin, le rhum et les biscuits.

Il y a une reprise normale des fonctions digestives.

La régente a télégraphié à la Cour d'Autriche l'amélioration du roi qui a dormi plusieurs heures.

« On espère, si la marche de la maladie continue ainsi, que toute gravité disparaîtra sous peu.

» Pendant la maladie du roi les manifestations de sympathie ont été générales.

» Dans la bourgeoisie et les classes populaires, les sentiments ont été ceux d'une respectueuse bienveillance.

Dans l'armée comme dans la marine, les autorités ont fait des démonstrations sympathiques que les dépêches des préfets et des généraux constatent dans la *Gazette nationale*.

Partout on a montré l'intention d'agir de concert pour défendre les intérêts du trône et de la dynastie.

Il y a une détente visible dans les relations du cabinet et du parti libéral avec les conservateurs et les libéraux protectionnistes ; seuls les dissidents des groupes Cassola, Martos et Romero Robledo, persistent dans leur intention de recommencer l'obstructionnisme au parlement.

Néanmoins, la formation d'un cabinet présidé par M. Sagasta, avec le concours des protectionnistes, et peut-être du général Lopez Domingue, est considérée à peu près comme certaine, aussitôt e rétablissement définitif du roi.

Madrid, 13 janvier, 1 h. 40 s. — Un nouveau bulletin vient d'être affiché au palais. Les médecins confirment les renseignements publiés antérieurement et ajoutent que l'on constate une véritable amélioration.

L'INFLUENZA

Paris, 13 janvier. — L'épidémie est aujourd'hui en décroissance manifeste à Paris. Les décès constatés dans la journée de samedi dernier s'élèvent à 296.

Ceux déclarés dans la journée d'hier à 247.

Il est utile de remarquer cependant que les déclarations de décès sont toujours moins nombreuses le dimanche que les autres jours.

Enfin, les inhumations auxquelles on a procédé dans la journée d'aujourd'hui s'élèvent à 222.

Tunis, 13 janvier. — L'influenza se propage en Tunisie. A la Marsa et à Tunis, toutes les administrations sont atteintes.

L'administration des postes a dû employer des militaires.

A la Marsa, la moitié de la garnison beylicale est alitée.

Il y a beaucoup de malades dans les palais beylicaux.

On assure que le bey et Taïeb Bey sont indisposés, mais leur indisposition est sans gravité. M. Michaux, directeur des travaux publics, a été gravement malade, il a vomieux. M. Barthelemy, médecin en chef du Belvedère et M. Reynault, chargé d'affaires, sont souffrants ; dans ces conditions on ne sait pas encore si M. Massicault partira demain.

Berne, 13 janvier. — L'influenza sévit encore très fort dans les grands duchés de Bade et de Hesse et les provinces du Rhin.

Le prince héritier de Nassau est malade à Francfort. Le prince Charles de Bade, frère du Grand-Duc est également atteint.

L'épidémie s'est étendue partout en Suisse, même dans les contrées où l'air est réputé très pur; ainsi à Davos, station d'hiver des Grisons, les 200 pensionnaires d'un hôtel raillaient les timorés qui craignaient l'invasion de l'épidémie.

Entre la Noël et le premier de l'an, 190 des pensionnaires en étaient atteints et 4 ou 5 personnes seules parurent à la table d'hôte; dans un autre établissement, sur 70 personnes 2 seulement ont été épargnées.

Toutes les diaconesses chargées de soigner les malades ont été atteintes.

On signale le fait que dans les fabriques de cigares de Vevey-Granson et du canton d'Argovie, aucune des personnes employées à la confection du tabac n'a été malade.

Lisbonne, 13 janvier. — L'épidémie d'influenza prend de l'extension ; le roi a visité hier l'hôpital spécial destiné aux influenzés; il est resté longtemps au chevet des malades.

Jersey, 13 janvier. — Plusieurs cas d'influenza ont éclaté surtout dans le personnel de la police. Néanmoins la situation est relativement bonne.

NOUVELLES DU JOUR

M. Constans et les préfets

Paris, 13 janvier. — Le *Courrier du Soir*, qui annonce que la seconde partie du mouvement administratif attendue sera probablement publiée dans les premiers jours de la semaine prochaine, fait suivre cette information d'une note disant que M. Constans est résolu à faire quelque exemple pour obtenir de ses préfets une plus exacte observation de la circulaire qui leur interdit de s'absenter de leur poste sans congé régulier.

Un récit exagéré

Marseille, 13 janvier. — Le *Standard* a publié une dépêche de Berlin, d'après laquelle une rixe aurait éclaté entre matelots allemands et français, au cours de laquelle ces derniers auraient été excités par leurs officiers.

Il résulte d'une enquête faite, sur l'invitation du consul d'Allemagne, que les faits ont été exagérés par le télégramme du *Standard*, et se réduisent à une rixe pure et simple, à laquelle les officiers français n'ont pris aucune part.

Le résident général de Madagascar

Paris, 13 janvier. — L'*Officiel* de demain contiendra la nomination de M. Bompain, comme résident général à Madagascar, en remplacement de M. Le Myre de Villers, élu député.

La piraterie au Tonkin

Paris, 13 janvier. — Il nous revient du Tonkin que depuis quelques mois, la piraterie dans le Delta change d'allure ; au lieu de piller ou d'incendier, elle s'adresse aux riches annamites, et les

BOURSE DE PARIS

du mardi 14 janvier

(par voie télégraphique et par fil spécial)

Cours précéd.	VALEURS	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cours de clôt.
	Fonds d'État			
87 795	3 0/0	87 75	87 675	
105 70	4 1/2 0/0	105 [illegible]	105 77	
93 675	Italien 5 0/0	93 [illegible]	93 45	
18 10	Turc 4 0/0	17 [illegible]	17 [illegible]	
	Egypte 6 0/0	470 [illegible]	470 31	
71 1/2	Extérieure 6 0/0	71 5/8	71 3/8	
87 1/2	Hongrois 4 0/0	87 5/16	87 1/16	
63 1/2	Portugais 3 0/0	63 1/2	63 1/16	
97 5/16	Consolidés anglais	97 5/16	97 5/16	
94 3/16	Russe 3 0/0	94 1/4	94 1/4	
93 11/16	Russe 1889	93 11/16	93 11/16	
	Sociétés de crédit.			
4995 ..	Banque de France	4990 ..	4990 ..	
511 25	Banque de Paris	517 50	516 25	
757 50	Crédit foncier	758 ..	759 ..	
1305 75	Crédit lyonnais	1305 ..	1[illegible] ..	
	Crédit [illegible]	[illegible]	[illegible] 50	
712 50	Crédit [illegible]	707 ..	709 ..	
535 625	Banque Ottomane	537 ..	531 [illegible]	
	Chemins de fer			
1772 50	Nord	1775 ..	1775 ..	
1310 ..	Paris-Lyon-Méditer.	1310 ..	1310 ..	
	Orléans	[illegible]	[illegible]	
562 25	Autriche	562 50	[illegible]	
3[illegible]	Lombardes	3[illegible]	3 3/4	
571 25	Nord-Espagne	[illegible]	574 50	
346 ..	Saragosse	348 75	[illegible]	
	Valeurs diverses			
1468 75	Gaz Parisien	[illegible]	[illegible]	
62 50	Mélinite	66 25	66 25	
	Panama	[illegible]	[illegible]	
2225 ..	Suez	2288 75	2293 75	
	Mines			
430 ..	Rio-Tinto	432 50	432 50	
190 625	Tharsis	190 625	190 625	
	de Beers			

(Au moment de mettre sous presse, la clôture de la Bourse ne nous est pas encore parvenue.)

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 14 janvier 1890

Cours précédent	VALEURS	Cours du jour
87 75 ..	3 0/0	87 65 ./.
91 85 ..	3 0/0 amortissable	91 80 ./.
106 35 ./.	4 1/2 0/0 1883	106 50 ./.

BOURSE DE LILLE

du mardi 14 janvier

PAR FIL TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAL

VALEURS	Compt.	Cours précéd.
Lille 1840, remboursable à 150 fr.	.. ..	106 ..
Lille 1863, remboursable à 100 fr.	.. ..	115 ..
Lille 1866, remboursable à 500 fr.	.. ..	505 ..
Lille 1877, remboursable à 500 fr.	520 ..	520 ..
Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés	414 ..	414 ..
Lille 1887	370 ..	386 50
Armentières 1856	.. ..	477 50
Armentières 1872	.. ..	1012 ..
Roubaix-Tourc., remb. à 50 fr. en 55 ans	.. ..	46 ..
Tourcoing 1878	.. ..	495 ..
Amiens, remboursable à 100 fr.	.. ..	108 50
Département du Nord	.. ..	104 ..
Caisse de Lille (Verley Decroix et C.)	.. ..	570 ..
— — — act. nouv.	.. ..	1045 ..
C. de Roub. (Decroix, Vernier, Verley Cie)	.. ..	500 ..
Caisse d'Esc. E. Thomasin et Cie, act. anc.	.. ..	115
— — (act. n.), 250 fr. p.	.. ..	237 50
Caisse Platel et Cie	.. ..	390 ..
Cie des Industriels et Ctrs (L. Hart et Cie)	.. ..	550
Crédit du Nord, act. 500 fr., 125 fr. payés	.. ..	392 50
Compt. comm. Devilder et Cie, act. 1,000 fr.	.. ..	1100 .
Gaz Wazemmes, ex-c. n° 57, act. 750 fr. p.	.. ..	515 ..
Le Nord, assur., act. de 1,000 fr., 250 fr. p.	.. ..	1975 ..
Un. Gén. du Nord, act. de 500 fr., 125 fr. p.	.. ..	485 ..
Union Lin. du Nord, act. de 300 fr., tout p.	.. ..	210 ..
Banque rég. du Nord, à Roub., act. 500 fr.	.. ..	500 ..
Compt. d'Esc. du Nord, à Rouen, 250 fr. p.	.. ..	510 ..
Soc. St-Sauv.-Arras (a. us. Grassin), 500, t. p.	150 ..	150
Tramways du Départ. du Nord (ex-c., 7.)	.. ..	35 ..
Caisse comm. de Béthune A. Turbiez et Cie	.. ..	500 .
Jardin Zoolog. de Lille, act. 500 fr. 250 t. p.	.. ..	420 ..
Soc. an. Lille et Bonnières, act. 1,000 fr., t. p.	.. ..	2065 ..
Biache-Saint-Vaast	.. ..	3380 ..
Denain et Anzin	.. ..	3[illegible] ..
Obligations Nord	.. ..	400 ..
Fives-Lille, remboursables à 450 fr.	.. ..	467 ..
Union Linière du Nord (oblig. hypot. 300)	.. ..	252 50
Gaz Wazemmes (1 à 2,800) remb. à 300 fr.	.. ..	500 .
Chemins de fer économiques du Nord	.. ..	430 ..

CHARBONNAGES

ACTIONS	Cours complets
Aniche (Nord) le 12e	13050 ..
Anzin 1000e de denier	4500 ..
Blanzy (Saône-et-L.), p. (30 000 act.)	1315 ..
Bruay (Pas-de-Calais)	14500 .
Bully-Grenay le 64e	1395 ..
Carvin	1280 ..
Courrières	36000 ..
Campagnac	445 ..
Crespin	265 ..
Douchy	4465 ..
Douaisienne (act. libérée 500 fr.)	225 ..
Dourges	9150 ..
Escarpelle (Nord)	3250 ..
Epinac	980 ..
Ferfay (Société anonyme)	745 ..
Lens	24'00 ..
Lières (actions 500 fr. libérées)	47 75
Liévin	8150 ..
Lys supérieure	[illegible]
Marchin	3035 ..
Marles 3e 0/0 part d'ingénieur	19500 ..
Rety, Perques, Hardinghem	100 ..
Vicoigne et Nœux	6 25
Thivencelles, Fresnes-Midi	60 ..
Vicoigne et Nœux	20560 ..

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL)

Dépôt de propositions

Paris, 14 janvier. — MM. Deroulède et Le Hérissé ont déposé un projet de résolution invitant le gouvernement à négocier, avec les compagnies de chemin de fer, à l'effet d'obtenir la réduction de quart de place en faveur des familles d'officiers obligées de se déplacer pour des raisons de service.

Ces messieurs ont aussi déposé un autre projet de résolution invitant le ministre des finances à étudier les moyens propres à diminuer le prix du tabac ordinaire en augmentant le prix du tabac de luxe.

M. Boudenoot a déposé une proposition tendant à établir un droit sur les cercles en bois de provenance étrangère.

Ce droit serait de dix francs par mille pour les cercles dits de six pieds de huit francs pour ceux dits à demi et six francs pour ceux de quatre pieds et demi.

Une mystification

Paris, 14 janvier. — Un mystificateur, probablement le même qui a envoyé à plusieurs reprises des lettres fausses, a adressé à M. Tirard une dépêche signée Delafosse portant que, si M. Gerville Réache renonçait à sa question, il la reprendrait lui-même.

M. Tirard ayant montré cette dépêche, M. Delafosse a déclaré qu'elle était fausse.

M. Vergoin en Amérique

Paris, 14 janvier. — On raconte dans les couloirs de la chambre que M. Vergoin, ayant laissé passer les délais d'opposition au jugement le condamnant à huit mois de prison et apprenant qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt est parti pour Jersey prendre des fonds pour aller en Amérique.

M. Andrieux

M. Andrieux, qui avait annoncé qu'il renonçait au journalisme, entre au *Gaulois*.

Ce journal annonce pour demain le premier article de l'ex-député, qui ne fera pas de politique au *Gaulois*.

Le Panama

Paris, 14 janvier. — On a reçu à Paris des nouvelles de la commission envoyée à Panama par la délégation des porteurs de titres. M. Germain, le président de la commission, a annoncé officiellement que le canal se terminerait.

Les vacances des écoles militaires

Paris, 14 janvier. — Les saint-cyriens ne rentreront que le 15 au soir, et leurs cours recommenceront lundi matin.

Pour rattraper le temps perdu par ces deux semaines de vacances, le ministre de la guerre a décidé de supprimer les congés de Pâques dans les écoles de Saint-Cyr et Polytechnique.

Le congé de Pâques se réduira à une sortie générale de deux jours, le dimanche et le lundi.

L'armée russe

Vienne, 14 janvier. — Le journal militaire la *Reichswehr* publie une lettre de Varsovie sur la situation militaire actuelle de l'empire russe.

Tout en constatant le renforcement des troupes russes dans les gouvernements de l'Ouest, la réalisation des réformes dans l'organisation de l'armée, et le perfectionnement des réseaux de chemins de fer, l'auteur de la lettre en question émet l'avis que l'armée russe ne sera pas prête pour la lutte suprême et décisive sur le champ de bataille avant quatre ou cinq ans.

Il rend d'ailleurs justice aux capacités militaires du général Obroutcheff, chef de l'état-major russe.

Massacre d'une caravane. — Confirmation d'une nouvelle. — Missionnaires tués

Rome, 14 janvier. — L'explorateur Pennazi écrit d'Aden, à la date du 21 décembre, qu'on a massacré au commencement de ce mois, sur la route de Zeila à Harrar, une caravane composée de vingt Somalis gababoursis, deux missionnaires français et deux grecs.

La caravane transportait une grosse somme. Elle a été attaquée et détruite entièrement sans combat par les Somalis de Lissa.

Deux enfants asphyxiés

Un drame épouvantable s'est passé ce matin, vers dix heures, rue Lecourbe, 127.

Une femme Noullet, femme de ménage, occupe là une chambre au troisième étage. Elle part chaque matin pour son travail, laissant ses deux petites filles, âgées l'une de quatre ans et demi, l'autre de deux ans.

Hier, elle rentrait, rapportant le déjeuner, lorsqu'en ouvrant la porte, elle fut repoussée par un tourbillon de fumée. Epouvantée, elle cria au secours. Puis, malgré la fumée et les flammes, elle se précipita vers le lit de ses enfants, les enleva dans ses bras et les emporta chez des voisins.

Là on constata que la plus jeune avait déjà cessé de vivre. Quant à l'aînée, qui respirait encore, elle a succombé au bout de quelques minutes